THE WALL STREET JOURNAL.

MONDE | RUSSIE | ESSAI

Il est temps de mettre fin aux idées magiques sur la défaite de la Russie

Poutine a résisté aux meilleurs efforts de l'Occident pour renverser son invasion de l'Ukraine, et sa mainmise sur le pouvoir est ferme. Les États-Unis et leurs alliés ont besoin d'une nouvelle stratégie : le confinement.

Le président russe Vladimir Poutine lors d'une cérémonie de la Journée de l'unité nationale à Moscou, le 4 novembre. Près de deux ans après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Poutine a des raisons de croire que le temps joue en son faveur. PHOTO : MIKHAÏL METZEL/SPOUTNIK/ASSOCIATED PRESS

Par Eugene Rumer et Andrew S. Weiss
16 novembre 2023, 10 h HE

Alors que le président russe Vladimir Poutine se tourne vers le deuxième anniversaire de son assaut général contre l'Ukraine, sa confiance en lui est difficile à manquer. La contre-offensive ukrainienne tant attendue n'a pas permis d'obtenir la percée qui donnerait à Kiev une main forte pour négocier. Les tumultes au Moyen-Orient font la une des journaux, et le soutien bipartisan à l'Ukraine aux États-Unis a été bouleversé par la polarisation et le dysfonctionnement du Congrès, sans parler des tendances pro-Poutine du candidat républicain Donald Trump .

Poutine a des raisons de croire que le temps joue en son faveur. Sur la ligne de front, rien n'indique que la Russie soit en train de perdre ce qui est devenu une guerre d'usure. L'économie russe a été secouée, mais elle n'est pas en lambeaux. L'emprise de Poutine sur le pouvoir s'est paradoxalement renforcée après l'échec de la rébellion d' Evgueni Prigojine en juin. Le soutien populaire à la guerre reste solide et le soutien des élites à Poutine ne s'est pas fracturé.

Les promesses des responsables occidentaux de revigorer leurs propres industries de défense se sont heurtées à des goulots d'étranglement bureaucratiques et au niveau de la chaîne d'approvisionnement. Parallèlement, les sanctions et les contrôles à l'exportation ont bien moins entravé l'effort de guerre de Poutine que prévu. Les usines de défense russes augmentent leur production, et les anciennes usines soviétiques surpassent les usines occidentales en ce qui concerne les articles indispensables comme les obus d'artillerie.

Les technocrates responsables de la gestion de l'économie russe se sont révélés résilients, adaptables et ingénieux. La hausse des prix du pétrole, due en partie à une coopération étroite avec l'Arabie saoudite, remplit les coffres de l'État. L'Ukraine, en revanche, dépend fortement des apports de capitaux occidentaux.

Le président Joe Biden (à gauche) serre la main du président ukrainien Volodymyr Zelensky après une réunion à la Maison Blanche le 21 septembre. Poutine s'attend à ce que le soutien américain et européen à l'Ukraine diminue avec le temps. PHOTO : DREW ANGERER/GETTY IMAGES

Poutine peut également examiner avec satisfaction son bilan en matière de politique étrangère. Ses investissements dans des relations clés ont porté leurs fruits. La Chine et l'Inde ont fourni un important soutien à l'économie russe en augmentant leurs importations de pétrole russe et d'autres matières premières. Au lieu de s'inquiéter des pertes de marchés en Europe occidentale ou de la réticence de Pékin à faire fi des sanctions américaines et européennes, Poutine a décidé qu'il était plus avantageux à court terme de simplement devenir le partenaire junior de la Chine dans le domaine économique. Les marchandises en provenance de Chine représentent près de 50 % des importations russes, et les principales sociétés énergétiques russes sont désormais accros aux ventes à la Chine.

Même les pays voisins qui ont toutes les raisons de craindre les tactiques agressives de Poutine, comme l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan et le Kirghizistan, ont réalisé d'importants profits en servant de catalyseurs au contournement des sanctions et de points de transbordement pour les marchandises que la Russie importait directement.

Malgré l'inculpation de Poutine par la Cour pénale internationale et les nombreuses preuves de crimes de guerre parrainés par l'État russe en Ukraine, il est toujours soutenu dans diverses régions de ce qu'on appelle le « Sud global ». La guerre en Ukraine n'a que peu d'importance pour de nombreux pays qui se hérissent de ce qu'ils perçoivent comme un double standard américain et européen ou un manque d'engagement sur les questions qui les concernent.

Rien de tout cela ne devrait surprendre. Plus de six mois avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, Poutine a signé une nouvelle stratégie de sécurité nationale pour la Russie. L'objectif principal de ce document était de préparer le pays à une confrontation à long terme avec l'Occident. Aujourd'hui, Poutine peut dire à la nation que sa stratégie fonctionne.

Poutine ne ressent aucune pression pour mettre fin à la guerre et ne s'inquiète pas de sa capacité à la maintenir plus ou moins indéfiniment. À l'approche de l'hiver, l'armée russe a lancé sa propre offensive terrestre limitée et va sûrement étendre ses attaques de missiles et de drones contre les villes ukrainiennes, les centrales électriques, les sites industriels et autres infrastructures critiques. Au minimum, Poutine s'attend à ce que le soutien américain et européen à l'Ukraine se dissipe, que les Ukrainiens se lassent de la terreur et des destructions sans fin qui leur sont infligées, et qu'une combinaison des deux lui permette de dicter les conditions d'un accord mettant fin à la guerre. faire la guerre et revendiquer la victoire. De son point de vue, la personne idéale pour conclure un tel accord est Donald Trump, s'il revient à la Maison Blanche en janvier 2025.

Le dirigeant russe est prêt à utiliser tout ce qui est à sa disposition pour gagner la guerre en Ukraine. Le contrôle des armements nucléaires et la sécurité européenne sont désormais les otages de l'insistance de la Russie pour que l'Occident mette fin à son soutien à l'Ukraine. Ce qui reste du cadre de contrôle des armements de l'ère de la Guerre froide aura complètement disparu en 2026, et il existe un risque croissant d'une imprévisible course aux armements nucléaires à trois entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Poutine utilisera chaque problème mondial et régional – qu'il s'agisse de la guerre entre Israël et Gaza, de la sécurité alimentaire ou de l'action climatique – comme levier pour gagner la guerre contre l'Ukraine et l'Occident.

Des manifestants en Cisjordanie brandissent des drapeaux russes et palestiniens et portent des portraits de Poutine et du dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, le 20 octobre. La Russie a utilisé la guerre entre Israël et le Hamas et d'autres problèmes pour mobiliser le soutien du Sud. PHOTO : HAZEM BADER/AFP/GETTY IMAGES

Prise dans son ensemble, cette situation pose un défi sans précédent aux dirigeants occidentaux. Washington et ses alliés ont été remarquablement efficaces pour s'attaquer aux aspects les plus urgents de ce problème : empêcher l'effondrement de l'Ukraine, la maintenir bien approvisionnée en armes avancées et en renseignements en temps réel, et élaborer des sanctions contre la Russie.

Mais le moment est venu de passer à une stratégie à long terme qui accroît et maintient la pression sur le régime voyou du Kremlin. Il ne faut pas se faire d'illusions sur le fait que toute combinaison possible de mesures à court terme suffira à forcer Poutine à abandonner sa guerre.

Ce que les dirigeants occidentaux n'ont manifestement pas fait, c'est d'être à la hauteur de leurs opinions publiques quant à la nature persistante de la menace émanant d'une Russie enhardie et révisionniste. Ils se sont trop souvent livrés à des réflexions magiques – pariant sur des sanctions, une contre-offensive ukrainienne réussie ou le transfert de nouveaux types d'armes pour forcer le Kremlin à s'asseoir à la table des négociations. Ou bien ils ont espéré voir Poutine renversé par un coup d'État de palais.

Pendant la guerre froide, les penseurs américains en matière de politique étrangère ne pariaient pas sur un revirement soudain du Kremlin ou sur un effondrement soudain du système soviétique. Au lieu de cela, ils ont mis leur confiance dans une vision à long terme consistant à résister à un régime dangereux et à réaliser les investissements nécessaires dans la défense nationale et les capacités militaires de nos alliances – une politique, selon la formulation classique de George Kennan, de « confinement patient mais ferme et vigilant ». des tendances expansive russes.

Une politique d'endiguement aujourd'hui impliquerait le maintien des sanctions occidentales,

l’isolement diplomatique de la Russie, l’empêchement du Kremlin d’interférer dans notre propre politique intérieure et le renforcement des capacités de dissuasion et de défense de l’OTAN, y compris un réinvestissement soutenu des États-Unis et de l’Europe dans notre base industrielle de défense. Cela signifierait également atténuer tous les dommages – diplomatiques, informationnels, militaires et économiques – causés par la guerre de Poutine.

Cela ne veut pas dire que nous devons recommencer la guerre froide. Se lancer dans une compétition mondiale avec le Kremlin ne serait pas un investissement judicieux en termes de prestige ou de ressources américaines. Cela nous condamnerait à un jeu inutile de coups de taupe contre toutes les manifestations de l’influence russe. La Russie de Poutine n’a pas grand-chose de la puissance dure ou de l’attrait idéologique qui ont rendu l’Union soviétique si influente dans diverses parties du monde.

De plus, les circonstances actuelles sont très différentes de la menace soviétique. L’Europe n’est plus le désert dévasté qu’elle était après la Seconde Guerre mondiale. L'OTAN a accueilli deux nouveaux membres, la Finlande et la Suède. Poutine en est réduit à frapper aux portes de pays comme Pékin, Téhéran et Pyongyang. Le proverbial rapport de forces penche résolument en faveur de la Russie.

Un militaire ukrainien se tient à côté d'un char russe détruit à l'extérieur de Kiev, le 31 mars 2022. L'Ukraine a résisté à l'invasion russe, mais le soutien populaire à la guerre en Russie reste fort. PHOTO : VADIM GHIRDA/ASSOCIATED PRESS

Plus important encore, contre toute attente, l’Ukraine a résisté à l’assaut russe. En moins de deux ans, l’armée ukrainienne a réduit en poussière une décennie entière de modernisation militaire russe. Maintenir l’Ukraine dans le combat et lui fournir des armes et des munitions, comme l’a promis le président Biden dans un discours le 19 octobre, n’est pas de la charité mais l’élément le plus urgent – et le plus rentable – de la stratégie occidentale.

Il est tout aussi crucial d’aider l’Ukraine à trouver la place qui lui revient en Europe. Aucun pays

post-communiste en Europe n’a vécu ce que vit actuellement l’Ukraine. La reconstruction du pays sera une entreprise générationnelle, non seulement pour son propre peuple mais aussi pour ses nombreux amis, partenaires et alliés.

Maintenir la cohésion et la détermination entre les alliés occidentaux sera essentiel pour les dirigeants des deux côtés de l’Atlantique. Le Kremlin maîtrise depuis longtemps l’art de créer des divisions entre les États-Unis et leurs alliés. Malheureusement, la perspective d’un éventuel départ de Poutine de la scène suscite déjà des discussions sur une nouvelle ouverture stratégique à la Russie qui pourrait d’une manière ou d’une autre détourner Moscou de l’étreinte de la Chine.

Mais nous devons être extrêmement prudents avant d’accorder le bénéfice du doute à tout nouveau dirigeant du Kremlin. L’ancien président Reagan a eu besoin de beaucoup d’efforts pour être convaincu avant de penser que Mikhaïl Gorbatchev était différent de ses prédécesseurs soviétiques. Ce défi est désormais beaucoup plus difficile, étant donné que celui qui pourrait remplacer Poutine devrait mettre fin à la guerre et engager avec Kiev des négociations véritables et sérieuses.

Les États-Unis et leurs alliés doivent être clairs sur la nature à long terme de cette entreprise. Il est peu probable que la fin de la guerre, lorsqu’elle surviendra, apaisera la confrontation entre la Russie et le reste de l’Europe. Les Ukrainiens et leurs amis souhaitent, à juste titre, voir naître une Ukraine prospère, indépendante, sûre et pleinement intégrée à la vie politique et économique du continent. Poutine et ses successeurs y verraient la défaite ultime de la Russie. Ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour l’empêcher.

Eugene Rumer, ancien officier national du renseignement russe au Conseil national du renseignement, est directeur du programme Russie et Eurasie au Carnegie Endowment for International Peace. Andrew S. Weiss, qui a travaillé sur les affaires russes sous les administrations George HW Bush et Clinton, est le vice-président chargé des études de Carnegie.